

Crise : elle est où la sortie ?

1. Prévisions de croissance : sombres perspectives économiques pour 2012

Au niveau mondial, le rythme de la croissance s'est ralenti en 2011, à 3,8%, après les 4,9% enregistrés en 2010. La plupart des zones ont été soumises à des tensions spécifiques, entre le « printemps arabe » et les effets du tremblement de terre doublé d'un tsunami au Japon qui ont respectivement joué sur les cours du pétrole et l'approvisionnement des chaînes de production. L'économie japonaise devrait ainsi afficher une nouvelle récession en 2011 (-0,3%) alors que l'année 2010 avait correspondu à un dynamisme de l'activité remarquable (4,1%) après deux années particulièrement difficiles (-6,3% en 2009 et -1,2% en 2008).

Sur le chemin de la récession, l'Europe a manifestement pris une bonne longueur d'avance sur les autres blocs économiques. La batterie d'indicateurs conjoncturels témoigne de la tendance négative à l'œuvre. L'OCDE¹ a revu sensiblement à la baisse ses hypothèses de croissance pour la zone euro en 2012, de 2% en juin à 0,2% en décembre. La Banque mondiale a également sérieusement revu à la baisse ses prévisions pour la croissance mondiale en 2012, passées de 3,6% l'été dernier à 2,5% dans ses analyses publiées mi-janvier 2012. Signe de l'ampleur des incertitudes qui planent sur l'environnement économique, **de telles corrections en un laps de temps si court sont rarissimes**. Comme en témoignent les projections figurant dans le tableau qui suit, le FMI² partage ce pessimisme pour l'année en cours et se montre même plus inquiète pour la zone euro (-0,5% contre 0,3% pour la Banque mondiale).

Croissance du PIB (source FMI)

	2010	2011	2012*
France	1,4	1,6	0,2
Allemagne	3,6	3,0	0,3
Zone euro	1,8	1,6	-0,5
Etats-Unis	3,0	1,8	1,8
Japon	4,0	-0,9	1,7
Brésil	7,5	2,9	3,0
Chine	10,3	9,2	8,2
Inde	10,1	7,4	7,0

* Prévisions de janvier 2012

Etats-Unis : un redémarrage fragile

Après une révision à la baisse de leur croissance effective en 2010, les Etats-Unis semblent entrés dans une phase d'amélioration conjoncturelle et les perspectives apparaissent moins moroses qu'attendu.

C'est en matière d'emploi que les progrès sont les plus visibles. Cependant, les pertes considérables subies en 2009 (4 millions d'emplois nets détruits et 2 millions dans la seule

¹ OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

² FMI : Fonds monétaire international

construction depuis 2007) sont encore loin d'être résorbées, avec 2,5 millions d'emplois recréés ces deux dernières années.

Le chômage est certes retombé à 8,5% fin 2011 (9,4% fin 2010) mais :

- d'une part cette statistique masque un **sous-emploi important** (recul des taux d'activité depuis le déclenchement de la crise, chômage de longue durée en hausse) et une approche qualitative montre que **le temps partiel imposé a connu une forte progression** ;
- d'autre part le rythme de créations d'emplois n'est pas suffisant pour soutenir à terme la croissance et retrouver le niveau d'emploi d'avant crise (9 à 10 ans selon l'économiste Paul Krugman).

Les recettes sont connues : une politique monétaire accommodante et expansive de la réserve fédérale, une politique budgétaire dynamique, une fois réglées les tensions politiques au Sénat, et une faiblesse du dollar savamment entretenue pour favoriser les exportations. Malgré cela, les conditions ne sont pas réunies pour assurer à l'économie américaine une trajectoire de croissance autonome. Un nouveau blocage politique pourrait stopper la relance budgétaire et l'impact d'une crise européenne doublée d'une récession percuterait également les USA.

Les émergents s'en sortent bien, pour l'instant...

La croissance observée dans les zones émergentes est demeurée élevée en 2011, supérieure à 6% en moyenne (9,2% en Chine et 7,3% en Inde), mais certains pays ont malgré tout connu une chute sensible, à l'instar du Brésil (2,8% contre 7,5% en 2010).

Cependant, le rythme de l'activité s'est nettement ralenti en fin d'année sous l'effet de l'assombrissement des perspectives conjoncturelles dans leurs zones d'exportation, à commencer par l'Europe³. Cela témoigne de leur toujours grande dépendance vis-à-vis de l'étranger en raison d'une forte extraversion de leur économie et en miroir de la trop grande faiblesse de leur marché intérieur. Et le coup d'arrêt sur ces flux d'échanges explique le ralentissement du commerce mondial dans son ensemble fin 2011.

L'Europe toujours dans le brouillard

Au niveau européen, **les facteurs de risque se multiplient** : aggravation potentielle de la crise financière, resserrement du crédit, confiance dégradée des agents économiques, politiques budgétaires de plus en plus restrictives, emplois supprimés ou menacés, austérité imposée partout,... Une mauvaise gestion de la crise des dettes souveraines pourrait entraîner des enchaînements négatifs avec pour effet, selon certaines estimations, un recul du PIB de 2 % en 2012.

Face aux tensions affectant les dettes souveraines, les gouvernements européens ont fait le choix de plans de restriction budgétaire, sans envisager de les alléger ou de les différer le temps que les conditions d'un redémarrage de la croissance soient réunies. Ce faisant, **les politiques restrictives menées cassent un peu plus toute perspective de croissance**. L'année 2010 avait pu laisser penser que l'activité était repartie mais il s'agissait d'un fragile mouvement de reprise spontanée, largement fondée sur un rebond technique (reconstitution des stocks des entreprises) qui n'a pas eu le temps de se consolider.

³ Le marché européen représente environ 17% du montant cumulé des exportations des pays émergents.

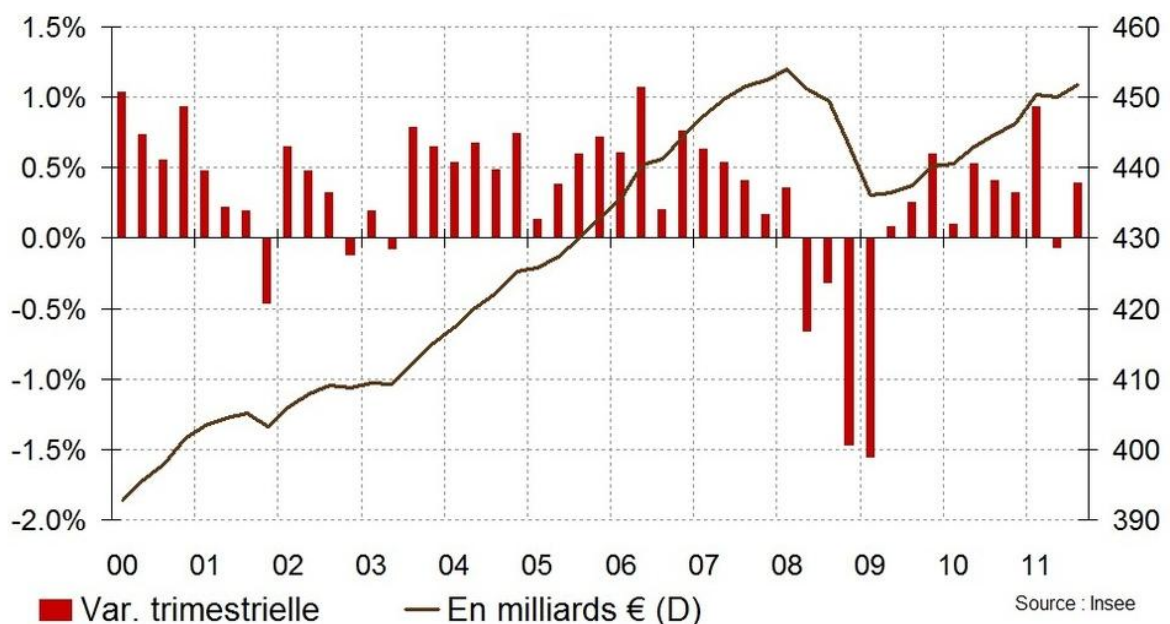
A l'occasion d'un récent discours à Berlin (23 janvier 2012), même la directrice du FMI estimait que « sur le front budgétaire, procéder à des coupes généralisées dans l'ensemble du continent ne fera qu'attiser les tensions récessionnistes ». On aurait apprécié que l'ancienne ministre de l'économie du gouvernement français tienne ce raisonnement dans l'exercice de ses précédentes fonctions...

Dans ce contexte continental déprimé, la vigueur de l'économie allemande tranche avec une croissance supérieure à 3% ces deux dernières années. Mais alors que la fascination pour nos voisins confine actuellement chez certains à l'idolâtrie⁴, la croissance tend sérieusement à ralentir avec une baisse du PIB au quatrième trimestre 2011 (-0,25%). Affectée par le ralentissement du commerce mondial et progressivement touchée par la situation de ses partenaires européens, le champion de l'export ne pourra évidemment pas préserver sa relative prospérité macroéconomique dès 2012 et la croissance sera très certainement sous la barre des 1%. Dans son dernier rapport sur l'emploi⁵, l'OIT⁶ n'hésite pas à pointer **la responsabilité allemande dans la crise actuelle de la zone euro en jugeant son modèle de croissance comme étant l'une des principales causes.**

2. Croissance française : récession or not récession ?

Dans son point de conjoncture de décembre, l'INSEE⁷ annonçait l'entrée officielle de l'économie française en récession au dernier trimestre 2011. L'OCDE avait déjà fait ce constat implacable fin novembre pour l'ensemble de la zone euro.

Evolution du PIB en France (variations trimestrielles, en volume)



Dans ses dernières prévisions de croissance, la Banque de France anticipe une stagnation du PIB⁸ au premier trimestre 2012. Cela éviterait un scénario de récession sur un plan strictement

⁴ Nous reviendrons prochainement en détail sur la réalité du modèle allemand et les effets des « réformes » introduites par Gerhard Schröder et poursuivies par le gouvernement d'Angela Merkel.

⁵ Rapport de l'OIT sur les tendances mondiales de l'emploi 2012, publié le 24 janvier 2012.

⁶ OIT : Organisation internationale du travail

⁷ INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

technique dans la mesure où **deux trimestres consécutifs de recul de l'activité sont nécessaires pour correspondre à la définition technique retenue par l'INSEE**⁹. Au-delà de ces considérations purement techniques, la dégradation de l'économie française n'en présente pas moins tous les ingrédients d'une phase récessive. Aucun rebond de l'activité n'est attendu à l'horizon du premier trimestre 2012.

Selon cette enquête de conjoncture, la production industrielle est stable avec des taux d'utilisation des capacités de production qui n'évoluent pas, en ligne avec des carnets de commande peu encourageants pour l'activité future. Et le ralentissement observé dans les services ne permet pas d'envisager une compensation, même partielle. D'ailleurs, les perspectives en matière d'emploi dans le tertiaire sont bien sombres pour les prochains mois, d'après les remontées des entreprises interrogées par la Banque de France.

Dans sa dernière prévision du 30 janvier, l'OFCE¹⁰ table sur une dégradation des perspectives de l'économie française perceptible au dernier trimestre 2011 et au premier trimestre 2012 : un PIB en retrait de -0,3% en T4¹¹ 2011 (contre -0,2 % estimé en décembre) et une progression moindre en T1 2012 (0,1 %, contre 0,3%). Ces prévisions, fondées sur l'actualisation des indicateurs disponibles, correspondraient à une baisse globale de l'activité de l'ordre de 0,2 % sur ces deux trimestres. Sans inversion de tendance, peu probable, sur les mois de février et mars, l'année 2012 démarre sur de bien mauvaises bases. Après s'être longtemps cramponné à une prévision de 1% en 2012, **le gouvernement s'est d'ailleurs déjà résolu fin janvier à la réviser à 0,5%**, en attendant sans doute d'autres corrections...

Evolution du PIB (en %)

	2011				2012		2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2		
Comptes nationaux, INSEE	0,9	-0,1	0,4	-0,2	-0,1	0,1	1,6	0,0 (acquis)
Indicateur avancé OFCE	0,9	0,4	0,0	-0,3	0,1	0,0	1,6	-0,2

Source : INSEE, prévisions OFCE

En matière de commerce extérieur, la situation n'est pas reluisante. Le déficit commercial sera de l'ordre de 70 milliards d'euros en 2011, soit le déficit le plus lourd jamais enregistré par l'économie française.

Augmentation de la TVA indolore pour les prix ? Publicité mensongère !

⁸ PIB : Produit intérieur brut

⁹ Avec cette définition qui mérite discussion, la France a connu trois récessions de puis la seconde guerre mondiale : 1974/1975, 1992/1993 et 2008/2009. Aux Etats-Unis, le NBER (National Bureau of Economic Research), organisme indépendant, publie des séries de comptabilité nationale pour l'économie américaine et retient de son côté des critères plus larges pour apprécier une récession : revenu des agents, volume des ventes, production industrielle, emploi, chômage... avec cette palette d'indicateurs, l'économie française double son nombre de récessions sur la période avec les années 1958, 1980 et 2002.

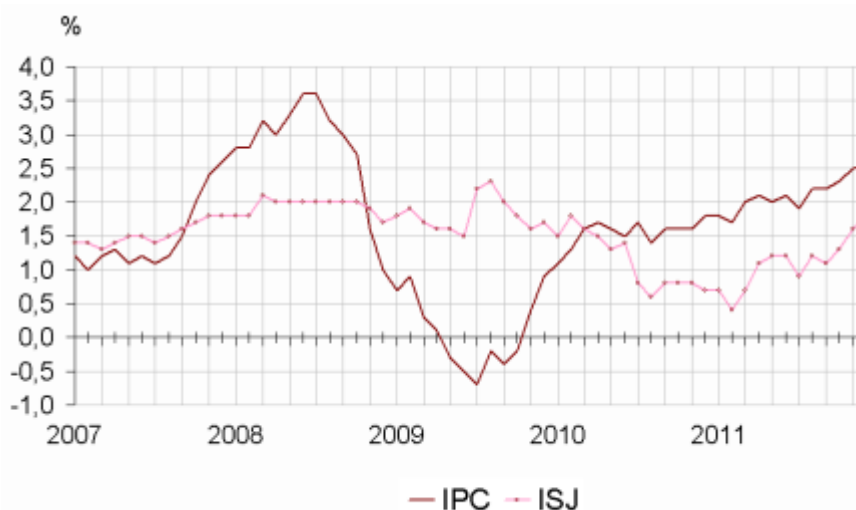
¹⁰ OFCE : Observatoire français des conjonctures économiques

¹¹ T4 : 4^{ème} trimestre

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4% en décembre, ce qui donne **une inflation de 2,5% en glissement annuel pour l'ensemble de 2011 et une moyenne de 2,1%**. La tendance n'est donc pas encore à une véritable décélération mais la faiblesse de la croissance devrait mécaniquement y contribuer dans les prochains mois même si l'accroissement des taxes votées récemment va jouer en sens inverse (relèvement du taux de TVA réduite de 5,5% à 7% depuis le 1^{er} janvier).

D'après l'INSEE, cette progression des prix est due en particulier aux évolutions saisonnières observées sur les produits frais (+0,3%) et sur certains services (+0,5%). Du côté de l'énergie, les prix affichent une hausse de 9,3% sur l'année et pèsent toujours plus sur le budget des ménages, tout comme les produits alimentaires (+3,3%).

Glissements annuels de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'inflation sous-jacente¹² (ISJ)



Source : Insee - indices des prix à la consommation

L'annonce d'une « TVA dite sociale » qui devrait être examinée au Parlement dans le cadre d'un budget rectificatif à partir du 13 février mérite une attention spécifique. Le passage d'un taux de 19,6 à 21,2 % (+ 1,6 points) pour l'impôt sur la consommation, injuste par excellence, serait, selon le Président de la République, sans effet sur les prix et donc le pouvoir d'achat. Prenant appui sur l'expérience allemande – hausse de 3 points du taux de TVA normal à compter du 1^e janvier 2007 – le chef de l'Etat a affirmé que cette mesure n'avait eu aucun impact sur les prix. Or, le rapport de la Cour des Comptes¹³, commandé par ses soins en 2010, indique exactement le contraire : « **Selon une étude de la Bundesbank, une grande partie de cette augmentation de la TVA a été répercutée dans les prix : selon la banque centrale allemande qui fonde son analyse sur un panier de 40 biens, l'augmentation de 3 points de la TVA aurait contribué pour 2,6 points à la hausse des prix en 2007** ». A noter que la TVA allemande est à 19% malgré cette augmentation.

¹² L'indice d'inflation sous-jacente de l'INSEE vise à désaisonnaliser l'évolution des prix en excluant les ceux soumis à l'intervention de l'Etat (électricité, gaz, tabac...) ou volatils (produits pétroliers, produits frais, produits laitiers, viandes...) en raison de fluctuations liées à des phénomènes climatiques ou à des tensions sur les marchés mondiaux. Cet indice est censé refléter la tendance de fond des coûts de production et la confrontation entre offre et demande.

¹³ « Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne », rapport de la Cour des comptes, mars 2011, p.201.

Autrement dit, une répercussion quasi intégrale de la TVA dans les prix ! De son côté, le ministère des finances anticipe déjà un effet inflationniste de l'ordre de 0,8 point pour un surplus de 2 points de TVA. Par ailleurs, imaginer que les entreprises ne profiteraient pas de l'aubaine pour améliorer leurs marges est illusoire. A titre d'exemple, la commission des finances du Sénat estime que 60% de la réduction de TVA consentie aux restaurateurs en 2009 s'est retrouvée dans les prix, ce qui ne saute déjà pas aux yeux, et le solde n'est pas venu relever les salaires du secteur... Sur le sujet, l'opposition ferme de FORCE OUVRIERE demeure toujours aussi forte. Avec ces nouvelles augmentations des taux de TVA : Tout Va Augmenter !

La consommation au point mort

Les dernières statistiques disponibles sur les dépenses de consommation des ménages en biens (environ la moitié de leurs dépenses globales) font état d'un recul en décembre (-0,7% en volume), concentrés en particulier sur les postes alimentation et énergie, soit ceux qui ont connu les hausses de prix les plus sensibles. Sur l'année 2011, **les achats de biens se contractent de 0,5%, la plus forte baisse enregistrée depuis 1997**, alors qu'ils avaient augmenté de 1,4% en 2010.

France – consommation de biens des ménages

	Variation annuelle					Variation mensuelle						Part
	2007	2008	2009	2010	2011	juil	août	sept	oct	nov	déc	
Total	2.8%	-0.2%	-0.4%	1.4%	-0.5%	-0.5%	0.4%	0.0%	0.1%	0.1%	-0.7%	100.0%
Biens manufacturés	3.4%	-0.5%	-0.5%	1.3%	0.2%	-0.7%	0.3%	0.1%	0.3%	0.2%	-0.7%	87.2%
	2007	2008	2009	2010	2011	juil	août	sept	oct	nov	déc	Part
Alimentaire	1.1%	-0.5%	0.2%	0.8%	0.3%	-0.5%	0.2%	0.6%	-0.3%	0.0%	-1.0%	35.2%
Produit fabriqués	5.5%	-0.3%	-0.4%	1.7%	0.5%	-0.8%	-0.3%	0.4%	0.9%	0.5%	0.3%	50.4%
Biens durables	7.9%	-0.2%	2.1%	2.3%	0.9%	-1.1%	0.0%	1.9%	-0.5%	1.5%	0.8%	27.1%
Automobiles	3.4%	-4.1%	1.1%	-0.7%	-0.9%	-1.6%	2.1%	2.9%	-1.3%	3.6%	1.6%	12.3%
Biens d'équipement du logement	14.1%	5.5%	4.1%	7.6%	3.1%	-0.9%	-2.8%	1.0%	0.8%	-0.9%	0.0%	12.2%
Autres biens durables	8.9%	0.0%	0.5%	0.2%	1.9%	1.0%	0.2%	0.2%	-0.7%	0.1%	-0.8%	3.0%
Textiles/cuir	3.2%	-1.9%	-4.6%	0.7%	-1.7%	-1.9%	-1.5%	-2.8%	4.5%	-0.7%	-0.9%	9.4%
Autres biens fabriqués	3.0%	0.7%	-1.7%	1.5%	1.4%	0.2%	-0.1%	0.0%	0.9%	-0.4%	0.2%	14.0%
Energie	-1.1%	0.7%	-1.7%	1.8%	-5.0%	0.5%	2.4%	-2.6%	-1.2%	-0.9%	-2.7%	14.7%
Produits pétroliers	-1.4%	-0.9%	-3.0%	1.0%	-5.8%	1.6%	2.6%	-3.7%	-0.9%	-0.6%	-4.2%	8.9%
Autres hors pétrole	-0.6%	3.8%	0.9%	3.2%	-3.6%	-1.4%	2.1%	-0.7%	-1.5%	-1.5%	-0.3%	5.8%

Source : INSEE

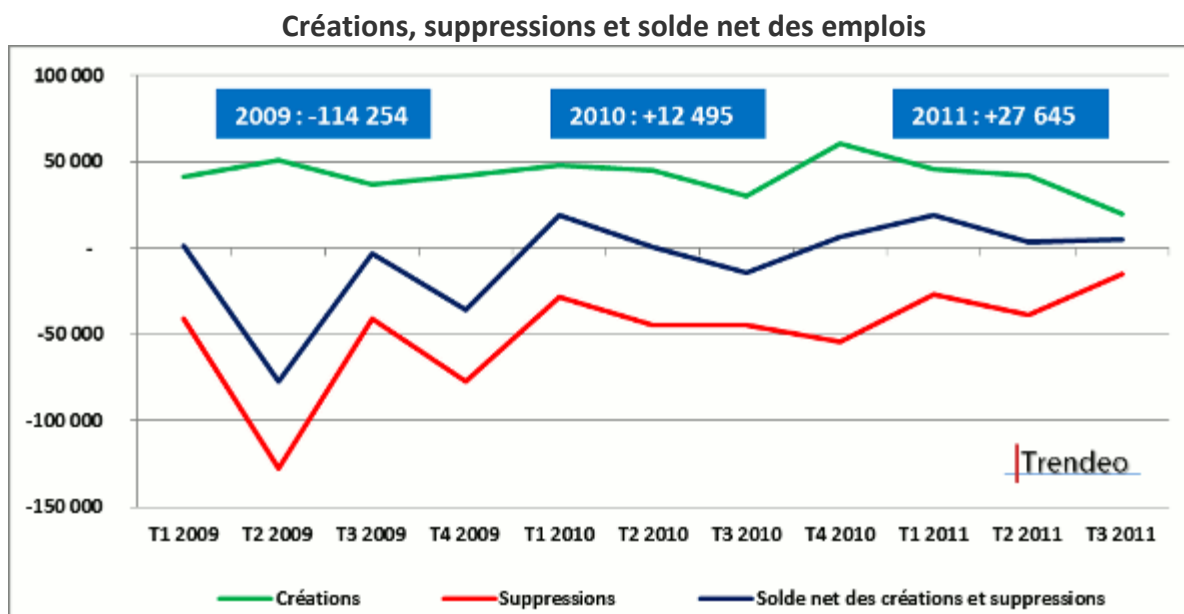
Ce recul tient en particulier au net repli observable sur les derniers mois de l'année. La relative embellie constatée en 2010 était concentrée sur les biens d'équipement du logement mais liée aux bonus écologiques. Dans une perspective plus longue, le volume de biens achetés stagne globalement depuis 2008, ce qui témoigne de **la faiblesse prolongée de ce ressort traditionnel de la croissance française et n'augure rien de bon pour l'activité et donc pour l'emploi**. Comme l'indique Eric Heyer de l'OFCE : « *le principal moteur de la croissance en France est à l'arrêt et l'on voit mal comment les autres moteurs, publics ou privés, pourraient prendre le relais. L'investissement est en panne, les réformes de compétitivité prendront du temps à produire leurs effets et l'Etat est passé de la relance à l'austérité* ».

L'emploi dévisse et le pire paraît à venir

Après la nouvelle progression du nombre de demandeurs d'emplois ces derniers mois (1,1% en novembre), **le chômage affiche en France un niveau inégalé depuis 1999**. Compte tenu de l'orientation de la croissance, il ne s'agit pas d'une surprise et tout laisse à penser que les résultats du quatrième trimestre vont encore alourdir ce bilan négatif de l'emploi. Concernant 2012, la replongée dans la récession n'augure pas de meilleures perspectives alors que les effets de la crise financière de 2008 se font encore sentir, d'où une tendance de l'emploi à se retourner encore plus vite dans ce nouvel épisode de crise.

On est donc loin d'un reflux du chômage tel qu'annoncé début 2011 par le chef de l'Etat et les membres du gouvernement. L'hypothèse d'un franchissement de la barre des trois millions de chômeurs d'ici fin 2012 paraît tout à fait plausible, soit un taux de chômage de 10,7%, comparable au niveau atteint en 1997 (10,8%). Dans un tel contexte, la politique suivie par le gouvernement dans les trois versants de la fonction publique et conduisant à la destruction de 500 000 emplois publics (estimation FO entre 2007 et 2013, jamais démentie par le chef de l'Etat ni son gouvernement) est véritablement suicidaire. Non seulement cela accroît le chômage global mais, de plus, cela prive la lutte contre les destructions d'emplois privés et l'aide aux demandeurs d'emplois des ressources publiques plus indispensables que jamais.

En lien étroit avec le cycle conjoncturel, l'emploi industriel devrait particulièrement souffrir, sous l'effet conjugué de la faiblesse accentuée de l'investissement (privé et public) et du recul de la consommation, dont celle des biens industriels, à l'instar du reflux marqué des ventes d'automobiles. Selon une étude récente de l'observatoire de l'investissement Trendeo, environ 100 000 emplois industriels auraient disparu depuis le début de 2009 (solde entre les emplois créés et les emplois supprimés). De son côté, l'OFCE prévoit pour 2012 un solde net de 280 000 destructions d'emplois.



Source : observatoire de l'investissement – Trendeo. Recensement lié aux annonces d'investissement et de désinvestissement (données trimestrielles)

L'observatoire retrace ici les mouvements de l'emploi liés aux projets d'investissement¹⁴. La saignée déclenchée par la crise financière est patente en 2009 (près de 115 000 emplois nets

¹⁴ Pour des informations complémentaires, vous pouvez aussi consulter le site de l'Usine nouvelle qui propose une carte de France interactive des emplois menacés dans l'industrie :

détruits) et depuis l'amélioration s'avère très limitée. Au troisième trimestre 2011, le solde net des emplois continuerait d'être légèrement positif après le mouvement favorable du trimestre précédent. Sur les trois premiers trimestres de l'année 2011, le solde serait positif de plus de 27000 emplois. Concernant les tendances, le ralentissement relatif des suppressions d'emplois serait concomitant avec une raréfaction des créations de postes, signe d'une période de grande incertitude qui pèse visiblement sur les décisions d'investissement mais aussi de désinvestissement.

Annonces de créations et de suppressions d'emplois

	Création	Suppression	Solde net
Commerce	3.652	- 1.263	2.389
Autres services (y/c centres d'appels)	2.030	- 685	1.345
Information et communication	1.680	- 410	1.270
Hébergement et restauration	1.597	- 351	1.246
Santé humaine et action sociale	1.863	- 753	1.110
Électricité et gaz	1.091	- 15	1.076
Conseils et services spécialisés	671	- 32	639
Transports et logistique	1.167	- 580	587
Activités immobilières	530	- 20	510
Administration publique	448	- 3	445
Eau et déchets	31		31
ND et extra-territorial	88	- 70	18
Industries extractives	4		4
Enseignement	6	- 25	- 19
Arts et spectacles	24	- 159	- 135
Bâtiment et travaux publics	422	- 819	- 397
Agriculture, sylviculture et pêche		- 615	- 615
Activités financières et d'assurance	520	- 1.217	- 697
Industrie manufacturière	4.368	- 8.068	- 3.700
Total général	20.192	- 15.085	5.107

Source : Observatoire de l'investissement – Trendéo. Recensement au 3^e trimestre 2011

Dans une approche sectorielle, les trois principaux secteurs créateurs nets d'emplois relèvent du tertiaire : le commerce, les centres d'appels et les services liés aux technologies de l'information. Sans surprise, l'industrie manufacturière continue de débaucher, après une faible inflexion au deuxième trimestre et ce sont donc les services qui supportent les investissements. Selon l'observatoire, le solde reste positif en T3 dans l'automobile mais globalement la métallurgie, l'industrie pharmaceutique, le textile et l'aéronautique perdent des emplois sur la période. Dans une vision dynamique, l'industrie manufacturière supprime 3700 emplois nets alors qu'elle en créait plus de 700 en T3 2010. Le commerce ne crée plus que 2300 emplois nets en T3 2011 contre 8000 un an plus tôt. Ces deux secteurs présentent la dégradation la plus manifeste en termes d'emplois. A l'inverse, les secteurs de l'information/communication (66 emplois nets contre 1270) du transport/logistique (482 emplois nets supprimés contre 587 créations nettes) affichent l'amélioration la plus sensible d'une année sur l'autre.

En termes de flexibilisation de la main d'œuvre, la crise produit aussi des effets visibles dans les statistiques relatives à la part des embauches en CDD, de l'ordre de 78% au premier semestre 2011 alors qu'elle n'excédait pas 73% avant 2009, c'est-à-dire la phase où l'économie réelle subit concrètement l'impact de la crise. D'où un taux de rotation de la main d'œuvre historiquement haut à 12,1% au second semestre 2011.

Bref retour sur la perte du « triple A »

L'agence Standard & Poor's a donc choisi d'annoncer la dégradation de la note de la dette française le vendredi 13 janvier à AA+ avec une perspective négative. On savait la France sous surveillance, comme indiqué par l'agence le 5 décembre 2011, un mois après la diffusion précipitée et a officiellement involontaire sur son site internet du déclassement aujourd'hui effectif.

La décision de l'agence à l'encontre de la France tient d'abord au contexte européen dans son ensemble. Point peu commenté, elle juge sévèrement les choix des gouvernements de la zone euro fondés sur un « *diagnostic incomplet des causes de la crise, à savoir que les turbulences financières actuelles proviendraient essentiellement du laxisme budgétaire à la périphérie de la zone euro* ».

Sans ambiguïté, l'agence considère que l'austérité bête et méchante risque simplement de produire des effets contraires aux objectifs recherchés : « *un processus de réformes basé sur le seul pilier de l'austérité budgétaire risque d'aller à l'encontre du but recherché* ».

De plus, son approche d'un mécanisme de règle d'or vaut le détour : « *même s'il y avait eu une règle d'or budgétaire auparavant dans les pays de la zone euro, rien ne dit que la crise aurait été évitée... pour preuve, avant 2007, les Allemands affichaient un déficit budgétaire record, alors que les Espagnols étaient à l'équilibre* ».

Mais rassurons-nous, l'analyse de S&P n'en perd pas pour autant tout son latin néolibéral et pointe des « *rigidités du marché du travail relativement élevées* ».

Comme certains politiques ou économistes l'affirment, peut-on établir une corrélation entre l'évolution des dettes publiques et la tendance observée sur le taux de chômage ? Le tableau ci-dessous présente les données relatives aux deux indicateurs pour quelques pays sur cinq années de la dernière décennie.

Dettes publiques et chômage

Pays	Dettes publiques / PIB (en %)					Taux de chômage (en %)				
	2000	2005	2008	2009	2010	2000	2005	2008	2009	2010

France	57,4	66,7	68,2	79,0	82,3	9,1	9,3	7,8	9,5	9,8
Allemagne	60,2	68,5	66,4	74,1	84,0	8,0	11,2	7,6	7,7	7,1
Italie	109,2	105,9	106,3	116,1	119,0	10,1	7,7	6,8	7,8	8,4
Espagne	59,3	43,0	39,8	53,3	60,1	13,9	9,2	11,3	18,0	20,1
Royaume Uni	40,9	42,1	52,0	68,3	75,5	5,5	4,8	5,6	7,5	7,9
Zone euro	69,3	70,3	70,1	79,7	85,8	8,7	9,2	7,7	9,6	10,1
Etats Unis	54,8	61,7	71,6	85,2	94,4	4,0	5,1	5,8	9,3	9,6
Japon	142,1	191,6	195,0	216,3	220,0	4,7	4,4	4,0	5,1	5,1

Source : FMI

La France semble valider une tendance convergente à la hausse de la dette publique et du chômage, bien que dans des proportions limitées. A l'inverse, avec une progression similaire du poids de la dette publique dans la richesse nationale (+24 points de 2000 à 2010), l'Allemagne a connu une baisse de son taux de chômage de 1 point sur la période. De leur côté, les Etats-Unis ont un profil marqué avec un quasi doublement de la part de la dette, concomitant avec une hausse significative du taux de chômage qui fait plus que doubler (de 4 à 9,6%).

Le cas espagnol est révélateur car la relative stabilité du poids de la dette publique (59,3% du PIB en 2000 contre 60,1% en 2010) s'est néanmoins accompagnée d'une poussée massive du chômage (plus de 20% de la population active). Il ne faut d'ailleurs pas oublier que le modèle de croissance ibère était encore vanté comme une voie à suivre à la veille de l'explosion de la crise financière en 2008, alors que les déséquilibres étaient à rechercher du côté de l'endettement privé exponentiel des ménages. Modèle que certains souhaitent appliquer à l'économie française...

Dans un autre registre, le Japon affiche clairement une déconnexion entre la progression de sa dette publique (+80 points en dix ans) et la quasi stabilité de son taux de chômage sur la ligne des 5%. En l'espèce, c'est du côté des modalités de détention de la dette qu'il faudrait creuser pour saisir les ressorts macroéconomiques à l'œuvre.

Il convient naturellement de regarder avec précaution ces données, en particulier en matière de taux de chômage, tant les mesures statistiques officielles sont sujettes à discussion (au sein de chaque pays et en les comparants) et ne reflètent pas l'ampleur effective du sous-emploi. Plus généralement, l'évolution du ratio dette publique / PIB traduit un processus d'activation du levier budgétaire dans le but d'opérer une action contra-cyclique pour atténuer une dynamique économique défavorable et impulser l'activité. C'est à l'évidence la logique des plans de relance mis en œuvre à la suite de la crise des *subprimes* : par l'intervention publique, ces plans ont pu éviter une dépression encore plus profonde mais ils ont naturellement détérioré les comptes publics de chaque Etat. De plus, il s'agit bien souvent de l'unique voie d'amélioration à terme des finances publiques via les rentrées fiscales et sociales générées par la croissance et l'amélioration de l'emploi. Aujourd'hui, l'austérité appelle l'austérité dans un processus perdant-perdant qui n'offre pas de perspective d'avenir ni de sortie par le haut.